

12.09.2016 – 16:20 Uhr

L'économie et la politique jouent un jeu dangereux

Bern (ots) -

Les représentants de la Confédération, des cantons, des employeurs et des employé-e-s se sont retrouvés aujourd'hui à l'occasion du sommet national sur le personnel qualifié suisse. Le but était de développer des mesures pour promouvoir le potentiel indigène de main d'oeuvre qualifiée. Le but n'a pas été atteint, ce que Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et des travailleuses, regrette fortement.

Lorsque l'on parle de pénurie de main d'oeuvre qualifiée et de la manière d'y donner une réponse, les investissements faits en faveur d'une meilleure conciliation de l'activité professionnelle et de la famille ainsi que pour la formation continue des travailleurs et travailleuses les plus âgé-e-s ont de loin le plus grand impact. Mais pour que les choses bougent enfin dans ces domaines, des mesures qui portent sont nécessaires. Le sommet national sur le personnel qualifié suisse de ce matin a manqué l'occasion.

L'initiative sur le personnel qualifié n'est finalement qu'un instrument de marketing

Travail.Suisse a insisté juste avant le sommet : la discussion sur l'initiative sur le personnel qualifié doit acquérir de la substance. « Malheureusement, cela ne s'est pas produit », dit Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse. « La plateforme aurait pu avoir le potentiel de trouver des solutions et des mesures pour promouvoir la conciliation et la formation continue des travailleurs et travailleuses âgé-e-s. Malheureusement, ni les représentants des employeurs ni la politique ne semblent intéressés à une solution de partenariat social. ». La promotion d'un marché du travail encore plus libéralisé et la demande de supprimer la saisie du temps de travail sont des objectifs à courte vue qui conduisent à plus de travail gratuit. Ils sont rejetés avec véhémence par Travail.Suisse.

Cette attitude comporte des risques: la commission des institutions politiques du Conseil national vient tout juste de décider que l'initiative sur le personnel qualifié devait être la première et la plus importante mesure pour mettre en oeuvre l'initiative populaire sur l'immigration de masse et que les contingents demandés par l'UDC pouvaient être contournés par la mobilisation de la main d'oeuvre indigène. « Pourtant si le Président de la Confédération Schneider-Ammann promeut son initiative comme jusqu'à présent - sans contenu concret - la balle part dans la mauvaise direction » ajoute Wüthrich. La bonne direction est la suivante : la protection des salaires et des conditions de travail doit être garantie, l'intégration des jeunes dans le marché du travail doit être améliorée, la participation des femmes sur le marché du travail doit être augmentée et le maintien des travailleurs et travailleuses âgé-e-s sur le marché du travail doit être assuré. Ce n'est qu'à ces conditions que l'on pourra convaincre la population de poursuivre la voie des relations bilatérales avec l'Union européenne.

***** Déjà avant le sommet national, Travail.Suisse a demandé des mesures dans le domaine de la conciliation. En premier lieu plus d'argent, par exemple avec une allocation de prise en charge pour les proches aidants ; deuxièmement, plus d'infrastructures grâce à une loi-cadre sur les infrastructures de prise en charge, une tâche du service public ; et troisièmement, plus de temps, par exemple grâce à un congé paternité - car la conciliation ne doit pas être seulement l'affaire des femmes, mais doit être un souci partagé par les hommes et les femmes. Pour les travailleurs âgés, Travail.Suisse a demandé un crédit spécial en faveur de la formation continue, afin que leur employabilité sur le marché du travail puisse être promue et soutenue.

Contact:

Adrian Wüthrich, Président de Travail.Suisse, Mobile: 079 287 04 93